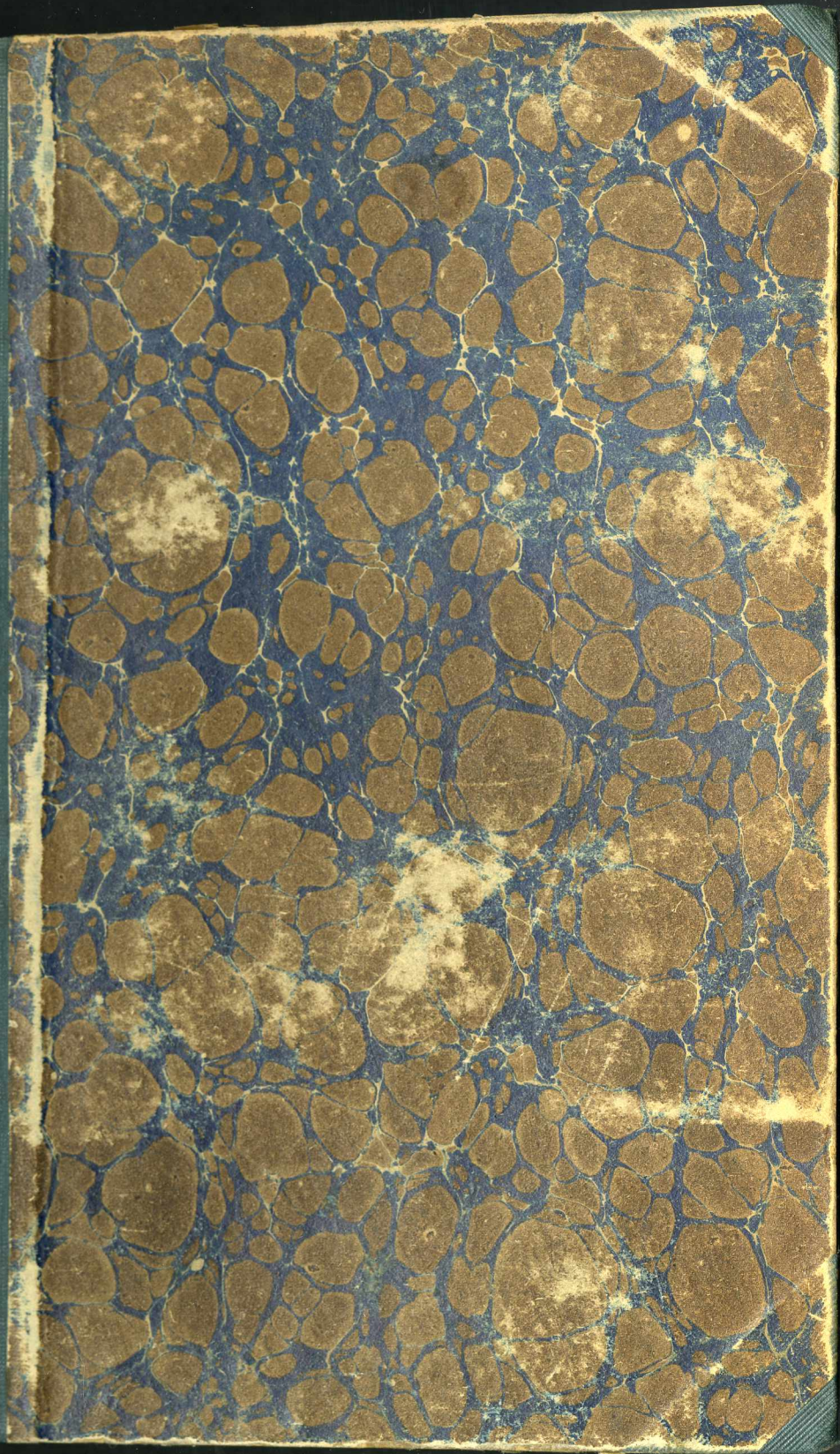


Politikai
röpiratok.

118.



118

1004

DU

PROGRÈS ÉCONOMIQUE

EN ÉGYPTÉ.



DISCOURS DE RÉCEPTION

PRONONCÉ A L'INSTITUT ÉGYPTIEN

(Séance du 15 Mai 1864)

PAR

J. E. [HORN. [Edde]]



4.

ALEXANDRIE

Imprimerie Française MOURÈS, REY & C^o, place de l'Église.

—
1864.

DU

PROCES ECONOMIQUES

EN EGYPTE

DISCOURS DE RECEPTION

(1881-1882)

DE BALLAGI GÉZA.

ALÉXANDRIE

1882

MESSIEURS ,

En venant siéger pour la première fois parmi vous , je tiens à vous dire avant tout , à quel point je suis touché du vote généreux et hospitalier qui m'appelle ici ; veuillez en accepter mes remerciements profondément sentis. Je ne pense pas me tromper lorsque , dans cette distinction , je vois surtout une prime d'encouragement ; vous avez voulu récompenser d'avance , et largement , les modestes études et essais sur l'Égypte qui pourraient sortir de mon séjour actuel en votre contrée. Je m'appliquerai de mon mieux pour que cette attente ne soit pas entièrement déçue ; puisse la faiblesse des moyens ne pas rendre mes efforts par trop stériles !

J'accepte à un autre titre encore , et avec une gratitude sincère , l'honneur que vous venez de m'accorder. J'ai quelques raisons pour croire qu'en m'ouvrant cette enceinte , c'est moins l'individualité de l'écrivain , mais la branche de connaissances qu'il cultive de préférence que vous avez entendu honorer ; c'est à l'économie politique , dans la personne de l'un de ses plus humbles adeptes sur l'autre rive de la Méditerranée , que l'Institut Égyptien veut offrir un témoignage d'estime sympathique.

Tout en regrettant, dans votre intérêt et dans celui de l'économie politique, que le hasard n'ait pas fait un choix plus intelligent et ne vous ait pas amené, pour recueillir cet hommage, un représentant autorisé de cette science, je ne vous en remercie pas moins de tout mon cœur, au nom de mes maîtres et de mes condisciples européens en économie politique. Voir celle-ci honorée par le corps savant en qui se personnifie l'intelligence de l'Égypte, n'est-ce pas un gage certain que les enseignements de la science économique seront consultés et suivis dans l'œuvre de la transformation et de la régénération dont ce pays est aujourd'hui le théâtre et l'objet ?

Je n'avais pas besoin, du reste, de cette preuve directe pour savoir le cas que vous faites des études économiques. Je m'en étais déjà aperçu : si l'économie politique avait été oubliée dans le programme officiel que l'Institut s'était tracé à sa naissance, cet involontaire oubli a depuis été largement réparé. Le *Bulletin* qui résume les séances de votre assemblée, de plusieurs travaux insérés dans le précieux volume des « Mémoires » dont vous avez doté le monde savant et qui, en Europe aussi, a obtenu des éloges mérités, les commissions que vous avez instituées pour l'étude de la question du coton, de la question du blé, et d'autres problèmes de nature analogue, en témoignent suffisamment.

Permettez-moi d'en féliciter et l'Égypte et l'économie politique. Il y a peu de contrées où cette dernière, sagement entendue et appliquée avec intelligence, soit appelée dans un prochain avenir à remporter des triomphes plus beaux et plus féconds que ne l'attendent dans votre pays ; il y a, d'autre part, peu de contrées à qui la science économique, prise dans son sens le plus large où elle embrasse tout ce qui concerne l'avancement des intérêts matériels de la société, peut profiter autant qu'à l'Égypte.

Quel est, en effet, le trait caractéristique de ce merveilleux

progrès matériel dont le xix^e siècle, à juste titre, s'honore et se félicite ? C'est que l'homme s'affranchit de plus en plus des influences de la nature aveugle sur sa fortune ; c'est que la part du travail humain, manuel et intellectuel, devient prépondérante, dans tout produit, sur la part qui en revient aux éléments et aux agissements extérieurs ; c'est que l'homme se fait le maître de son sort au lieu d'être l'esclave de la destinée. Quand, par exemple, le fermier anglais ou le cultivateur flamand obtient une récolte à tous égards supérieure à celle que tire le paysan russe de la même étendue d'une terre de beaucoup meilleure, d'où provient l'énorme différence des résultats obtenus, sinon de ce que le fermier anglais et le cultivateur flamand y mettent du leur beaucoup plus que n'y met le paysan russe ? Les uns font travailler la terre, quand l'autre se borne à la laisser travailler !

Comparez dans le même pays n'importe quel produit agricole ou industriel d'aujourd'hui avec le produit similaire d'il y a un siècle ; comparez n'importe quel produit agricole ou industriel d'un pays avancé avec le produit similaire d'un pays arriéré, et vous arriverez toujours, en y regardant de près, à constater la différence capitale que voici : plus une contrée ou une époque est économiquement avancée, c'est-à-dire plus les arts et les industries y sont développés, et plus grande sera, dans la majorité de ses produits, la part du travail et des efforts de l'homme ; plus une contrée ou une époque est arriérée, et plus prédominera dans ses produits la part de la nature. Pour combien entre la matière première dans le prix de la grosse toile filée par la paysanne ? Pour la moitié tout au moins. Pour combien entre-t-elle dans la cotonnade filée et tissée par les machines à vapeur ? Pour le tiers tout au plus.

Ainsi en est-il de même des produits dits naturels. Dans le blé du paysan russe, qui se borne aux travaux les plus indispensables et les plus primitifs, l'agissement de la nature fournit

les trois quarts peut-être de la valeur ; dans les blés du cultivateur anglais, ses soins intelligents et incessants, ses manipulations savantes, ses calculs ingénieux, entrent pour la moitié et plus. Aussi, quelle différence dans les résultats ! Faut-il demander quel régime est plus avantageux et plus productif : le régime où le travail humain n'est que l'accessoire, ou celui où il est le principal agent de production ; le régime où l'homme sert la nature ou celui où il s'en sert ? La réponse ne saurait être douteuse.

En un mot, et pour nous en tenir à l'agriculture qui est aujourd'hui encore la première de toutes les industries, progresser c'est étendre continuellement la part de collaboration de l'homme dans la production du sol, rendre cette part de collaboration de plus en plus prédominante dans le produit des efforts communs de l'homme et de la nature, et arriver peu à peu à renverser l'antique proportion : faire que l'intelligence de l'homme dicte les lois de la production au lieu de se les laisser imposer du dehors.

Voilà où réellement il est arrivé déjà, pour une large mesure, dans les pays avancés. Lorsqu'il dessèche des lacs de Harlem et transforme des marais pestilentiels en champs fertiles ; lorsque, à l'aide du drainage, il change le degré d'humidité de ses terres et les rend merveilleusement aptes à des cultures auxquelles elles avaient de tout temps été rebelles ; lorsque, par d'intelligents boisements, déboisements ou reboisements, il modifie jusqu'aux conditions atmosphériques de toute une contrée ; lorsque, par le choix intelligent des engrais, il recrée les éléments constitutifs de son champ : l'homme ne se rend-il pas de fait, comme la Sainte-Ecriture l'y invite, maître de la création ? N'est-ce pas lui, alors, qui commande la nature au lieu d'en subir les arrêts parfois capricieux ?

Si vous admettez, Messieurs, cette définition du progrès

économique, vous en conviendrez aussi avec moi : nul sol ne lui est plus propice que le sol égyptien ; en aucun pays, le progrès économique ne saurait, au point de vue de l'industrie agricole, remporter des conquêtes plus brillantes et donner des résultats plus prodigieux qu'en Egypte.

Nulle part, que je sache, il n'a été laissé à l'homme une influence aussi directe et aussi considérable sur les conditions premières de la production. Lorsqu'en Europe nous voulons désigner les limites extrêmes du pouvoir des gouvernements les plus forts, nous disons qu'ils sont incapables de faire la pluie et la sécheresse, de donner au cultivateur une bonne récolte ou une mauvaise ; en Egypte, le Gouvernement a le pouvoir de faire de la pluie et de la sécheresse, d'amener des bonnes récoltes ou des mauvaises ! Des canaux et des digues construits en nombre suffisant, intelligemment répartis et bien entretenus, c'est de la pluie à souhait et la bonne récolte assurée ; les canaux et les digues abandonnés, négligés, ensablés, comme cela arrive toujours sous les mauvaises administrations, c'est la sécheresse et la disette. Je prends ici le « Gouvernement » comme la représentation de la volonté et de l'intelligence collectives ; mais ce que j'en dis s'applique également, dans certaines limites, à la province, au district, à la commune, et presque à chaque cultivateur en particulier. Le fellah n'a pas, comme le paysan d'Europe, à attendre les mains jointes si les hasards de l'atmosphère voudront bien réaliser ou détruire ses espérances ; le fellah, par son intelligence ou son incurie, aide à produire la fécondité ou la stérilité que son champ aura chaque année.

Aux temps primitifs, tout était abandonné au Nil seul, qui, suivant la position des terrains, leur distribuait l'eau surabondamment, parcimonieusement, ou ne leur en donnait pas du tout. Puis vinrent les canaux et les digues, qui amenèrent une répartition moins inégale de l'eau et la conduisirent dans les

champs, que le courant, abandonné à lui-même, n'eut jamais fécondés. Plus tard, des sakies et des norias se sont chargés de porter cet élément vital de la production dans les terrains plus éloignés ou plus élevés, et par là inaccessibles aux inondations, même abondantes. Bientôt, par les soins d'une Société qui vient de se constituer, les machines à vapeur, promenées à travers le pays, forceront le Nil à gratifier de son limon fécondant les terrains jusque-là les moins favorisés, à cause de leur éloignement ou de leur élévation, et à être plus prodigue de ses dons envers des champs et des jardins maigrement pourvus aujourd'hui, grâce à l'insuffisance des moteurs.

La loi du progrès, qui est la participation croissante de l'homme à l'œuvre mystérieuse de la nature, a donc toujours opéré en Egypte; mais elle a opéré lentement, par soubresauts, d'une manière insuffisante, parce que tout se faisait pour ainsi dire instinctivement, sous la pression seule de la nécessité la plus impérieuse, et dans les limites seules de cette nécessité suprême.

Aujourd'hui encore, vous entendrez souvent et par la bouche d'hommes intelligents, répéter cette banalité : « L'Egypte est une terre bénie, parce que, pour produire, elle demande si peu de labeur d'homme. » Cet aphorisme, excellent coussin pour l'inertie et la routine, a été pendant longtemps le malheur de l'Egypte; à cette heure même, il en retarde le développement d'une façon sensible. Rien n'est plus anti-économique, plus anti-progressiste. Pour être dans le vrai des tendances éclairées du jour, il faudrait, au contraire, dire : « L'Egypte est une terre bénie, parce que, tout en faisant beaucoup, la nature y laisse à l'homme une participation des plus larges dans son œuvre; parce qu'elle l'appelle, le stimule à faire beaucoup, et lui en fournit les moyens. » Plus la nature est prodigue envers un pays, et plus ses habitants sont moralement obligés d'y mettre du leur, puisque le

vrai progrès économique — vous paraissiez tout à l'heure d'accord là-dessus avec moi — consiste à agrandir successivement la quote-part contributive de l'intelligence et du travail de l'homme dans tous les produits de l'activité créatrice.

Cette vérité commence à être entrevue par les populations de l'Egypte aussi ; elle est parfaitement comprise par le souverain éclairé qui vous gouverne et par les hommes remarquables qui, dans leur sphères diverses, collaborent au développement de l'Egypte ; j'en ai pour garants les efforts intelligents faits de toutes parts dans le but de répandre les meilleurs modes et instruments de travail, d'acclimater les moyens et les institutions qui, dans les pays avancés, contribuent à accroître les facultés productrices de l'industrie agricole. Tout porte à espérer que le principal de ces moyens ne fera plus longtemps défaut au fellah. Vous connaissez ce dicton d'un grand capitaine italien : « Pour faire la guerre, il faut trois choses : de l'argent, de l'argent et encore de l'argent. » De nos jours, cet aphorisme ne s'applique pas seulement aux arts de la guerre, mais encore aux arts de la paix : pour produire, pour développer la production à pas égal avec les exigences et les tendances du jour, il faut de l'argent, bien de l'argent, beaucoup d'argent. Par bonheur, si le rôle du capital, comme agent de production, s'accroît de jour en jour, notre époque a donné aussi un développement jusque-là inconnu au crédit, qui peut tenir lieu d'argent à ceux qui en manquent. Je ne crois pas trop m'avancer si, en passant, j'énonce l'espoir qu'une institution semblable à celles qui, dans plusieurs Etats d'Europe, fonctionnent avec le plus entier succès, viendra bientôt répandre en ce pays les bienfaits du Crédit foncier et agricole, et procurer à votre agriculture les ressources nécessaires pour atteindre non-seulement, mais pour dépasser la splendeur des temps antiques où la terre des Pharaons était le grenier d'abondance de Rome, souveraine alors du monde civilisé.

Puisque l'Égypte, à des temps où en Europe le cultivateur était livré encore pieds et poings liés à tous les hasards des éléments, avait si bien su aider la nature et en partie la maîtriser, quel ne sera pas l'essor de son agriculture le jour où ce principe vital du moderne progrès économique, le principe de la participation et de la prédominance croissantes du travail humain dans la production, sera généralement apprécié et que, pour l'appliquer, l'Égypte disposera de toutes les ressources modernes qui secondent et assurent le rapide développement des intérêts de l'ordre matériel ?

Je vous demande pardon, Messieurs, de vous avoir arrêtés si longtemps sur ce chapitre. Je tenais à vous montrer, par un exemple positif, à quel point l'économie politique peut aider à la régénération de cette contrée admirablement douée, et combien j'ai raison de me réjouir, pour le bien de l'Égypte, de l'intérêt sympathique que vous portez à la science économique, de la sollicitude avec laquelle vous vous appliquez à en élucider les problèmes, à en propager les doctrines.

Je m'en réjouis encore, parce que je sais qu'en passant par votre creuset, l'économie politique arrive à l'Égypte pure des sophismes et des méprises qui souvent l'altèrent, en amoindrissent et la valeur et l'efficacité. Je pense surtout à cette erreur, hélas ! trop commune encore, suivant laquelle l'économie politique voudrait et recommanderait uniquement le culte des intérêts matériels proprement dits ; je pense à la méprise de ceux qui croient pouvoir les isoler des autres intérêts vitaux de la société, ou même constituer ces deux ordres d'intérêts en antagonisme déclaré et permanent. Ne vont-ils pas jusqu'à prétendre que les intérêts matériels gagnent tout ce qui est enlevé à la culture des autres intérêts sociaux ; que, plus exclusive est l'ardeur avec laquelle nous poursuivons le développement matériel de la communauté, et plus cette ardeur sera féconde pour le bien général ? Erreur profonde, que plus

d'un gouvernement et plus d'un peuple ont chèrement expiée, et que jamais on ne commettra impunément !

Vous en préserverez l'Égypte, Messieurs, et ce ne sera pas l'un de vos moindres mérites. Vous diriez à ces gouvernants, s'ils avaient besoin de cet avertissement, vous diriez à ses populations que l'on ne peut pas scinder arbitrairement le progrès ; toutes les améliorations se tiennent ; on n'arrête l'une sans entraver l'autre. C'est le travail, oui, qui donne la richesse aux individus et aux peuples ; mais c'est l'instruction qui le rend intelligent ; c'est la liberté qui l'active ; c'est la justice qui le soutient. Or, ce n'est que le travail intelligent, actif et soutenu qui est réellement fécond, qui crée une prospérité effective et durable. Agir autrement, c'est bâtir sur le sable, c'est construire des ruines et se préparer de cruelles déceptions. Voilà ce qu'enseigne l'économie politique qui, à juste titre, est rangée parmi les sciences *morales* ; voilà ce que par votre organe, Messieurs, elle ne peut manquer de faire comprendre aux populations de l'Égypte, aux hommes surtout qui sont appelés à exercer une influence marquante sur ses destinées.

Ai-je besoin d'insister ? Faut-il mettre le doigt sur la plaie ? A quoi bon ! Vous l'aviez sondée avant que j'en eusse soupçonné l'existence. Mieux que moi vous savez tout ce qui reste à faire sur le terrain judiciaire et administratif, dans le domaine politique et social, pour mener à bonne fin les réformes intelligentes tentées depuis quelques années et dont l'accomplissement est poussé aujourd'hui avec une noble et généreuse vigueur ; mieux que personne vous appréciez la connexité intime qui existe entre ces réformes d'ordres divers et le développement efficace des ressources naturelles de l'Égypte ; mieux que personne vous êtes à même de reconnaître que l'essor imprimé en ce dernier temps au progrès matériel de votre pays, ne saurait en fonder la prospérité générale et solide-

ment assise, qu'autant qu'il sera secondé par des mesures et des institutions de nature à relever le moral des populations, à leur donner, par le règne de la liberté et de la justice, le désir et le pouvoir d'avancer. Vous remarquerez, Messieurs, que je ne touche point aux considérations politiques, qui, elles aussi, militent hautement en faveur de la réforme. Fidèle à mon titre d'économiste, dont je suis doublement fier depuis qu'il m'a ouvert l'accès de cette savante assemblée, m'inspirant de la réserve que l'Institut s'est lui-même imposée dans ses statuts, je m'en tiens uniquement aux raisons puisées dans l'ordre économique : c'est dans l'intérêt même de sa prospérité matérielle à venir, que l'Égypte ne saurait trop s'empresse à amoindrir la distance qui sépare encore son régime intérieur du régime des États avancés de l'Europe.

Heureusement, le prince à qui sont aujourd'hui confiées les destinées de l'Égypte a fait ses preuves. La fortune de l'Égypte ne périlitera pas en ses mains : on en est convaincu, en-deçà et au-delà de la Méditerranée. Vous me dispenserez donc volontiers d'insister sur ce point ; à quoi servirait-il de démontrer ce que personne ne conteste ? Mais ce que j'aime à constater — parce que c'est un fait qui honore l'Égypte et est en même temps l'une des meilleures garanties de sa régénération prochaine, — c'est que les intentions éclairées du gouvernement, si leur réalisation est poursuivie d'une main vigoureuse, ne paraissent guère devoir rencontrer chez les populations ces résistances tantôt aveugles, tantôt intéressées, qui, en maint pays, ont fait avorter les meilleurs desseins des gouvernants ou du moins en ont retardé l'accomplissement.

Je n'ai jamais ajouté foi, pour ma part, aux étranges dires des apôtres du *statu quo* qui s'ingénient à défendre le maintien des situations les moins tolérables par les effets même que ces situations auraient produits sur l'esprit et le caractère des populations ; celles-ci, prétend-on, finissent par perdre

jusqu'au désir d'un mieux et jusqu'à la faculté d'en jouir. Du fellah en particulier, l'on disait et l'on dit aujourd'hui encore : « La longue oppression et l'abjection où il vivait, l'ont abruti au point qu'il ne sent ni le besoin, ni l'envie, qu'il n'a ni la volonté, ni la faculté, d'améliorer sa situation. » Bien des expériences ont, en d'autres pays, démenti ces vues pessimistes ; la population de l'Égypte est en train de leur infliger un nouvel et éclatant démenti. La longue oppression comprime les ressorts de l'âme humaine ; elle ne les brise pas. Dès que la pression faiblit, les ressorts se tendent de nouveau pour regagner bientôt leur élasticité originelle qui pousse l'homme à marcher en avant, à améliorer sa position, à acquérir, à jouir matériellement et immatériellement.

De cette éternelle vérité, le court séjour en votre pays m'a fourni déjà une preuve nouvelle. Non ! le fellah n'est pas aussi routinier qu'on le dit ; je citerai, pour toute preuve, la promptitude, la facilité et le succès avec lesquels il s'est, du jour au lendemain, adonné à la culture du coton, dès que des circonstances imprévues (la guerre d'Amérique) sont venues la rendre particulièrement avantageuse. Non, le fellah n'est pas insensible ni inaccessible aux bienfaits de l'enseignement ; j'en ai pour témoin l'empressement reconnaissant avec lequel les populations cherchent à profiter des établissements d'instruction publique que la libéralité éclairée d'Ismail-Pacha vient de leur ouvrir à l'Abassié. Non, le fellah ne méconnaît ni ne dédaigne les conquêtes modernes de l'intelligence humaine ; il l'atteste, entre autres, par l'usage si étendu qu'il fait du chemin de fer, qui lui fait abandonner et le baudet, et le chameau, et la voie d'eau même, partout où ce merveilleux mode de locomotion entre en concurrence avec les modes de transport traditionnels. Non, le fellah n'est point, par fanatisme, ennemi de toute innovation importée du dehors ; j'invoque contre cette accusation, la large tolérance

dont toutes les confessions et toutes les nationalités jouissent sur le sol égyptien. On peut donc estimer, sans tomber dans un accès d'optimisme, que si la tâche consistant à élever le fellah au niveau des populations avancées de l'Europe est considérable, ses difficultés ne seront pas aggravées par un manque de volonté ou d'aptitude de la part des habitants de l'Egypte, objet et agent de la transformation à accomplir.

Voilà pourquoi j'ai foi, malgré tout, dans l'avenir économique de ce pays, pourvu que les enseignements de l'économie politique y soient bien compris et intelligemment appliqués. Vous aurez soin, Messieurs, qu'il en soit ainsi ; votre passé en répond, et c'est ce qui me fait féliciter l'Egypte de la large place que les questions de l'ordre économique ont pris dans vos préoccupations et dans vos études. Vous contribuerez ainsi dans une belle mesure à asseoir sur des bases solides la prospérité de cette contrée. Je vous remercie encore une fois de m'avoir associé, en m'appelant dans votre sein, à l'accomplissement de cette tâche, l'une des plus utiles assurément qui soient dévolues à l'Institut Egyptien.



D^E BALLAGI GÉZA.

AUTRES TRAVAUX DE M. HORN

SUR DES MATIÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.



- ANNUAIRE INTERNATIONAL DU CRÉDIT PUBLIC. —
I. *Finances publiques*. — II. *Institutions de crédit*. —
III. *Chemins de fer*. — IV. *Divers*. — Paris, années 1860
à 1862. Guillaumin et C^e. 3 vol. gr. in-18; Prix des 3
volumes 15 fr. »
- LE CRÉDIT POPULAIRE, par M. A. Batbie. — Mémoire
couronné par l'Institut de France; revu et augmenté d'une
introduction par J. E. Horn. — Paris, Cotillon et Guillaumin,
1863. Gr. in-18. 5 fr. »
- LA CRISE COTONNIÈRE ET LES TEXTILES INDIGÈNES.
— Paris, E. Dentu, 1863. 2^{me} édition, br. in-8°. . . 4 fr. »
- UNGARN IM VORMÆRZ!, d'après Fényes. — Leipzig, 1851.
F.-L. Herbig. In-8° de 326 pages. 5 fr. 75
- TABLEAU STATISTIQUE DE LA BELGIQUE (en allemand).
— Dessau, frères Katz, 1853. Gr. in-4°. 12 fr. »
- BEVOELKERUNGSWISSENSCHAFTLICHE STUDIEN
(*Études sur la population*). — Leipzig, Brockhaus, 1854.
Gr. in-8° de 318 pages. 8 fr. »
- BRUXELLES, SON PASSÉ ET SON PRÉSENT. — Leipzig,
Brockhaus, 1855. In-8° de 160 pages. 4 fr. 25
- LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN FRANCE. — Leipzig,
Hübner, 1857. Gr. in-8°, 2^{me} édit. 2 fr. 75
- JEAN LAW, étude d'histoire financière. — Leipzig, Hübner,
1858. Gr. in-8°. 5 fr. 75
- LES FINANCES DE L'AUTRICHE. — Paris, 1860, E. Dentu
et Guillaumin. Br. in-8°, 2^{me} édition. 50 cent.
- TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND. — Paris,
1861, Guillaumin et C^e. Br. in-8°. 4 fr. »

THE HISTORY OF THE UNITED STATES OF AMERICA

CHAPTER I
THE DISCOVERY OF AMERICA
The first discovery of America was made by Christopher Columbus in 1492. He sailed from Spain in search of a westward route to the Indies. On October 12, 1492, he landed on the island of San Salvador in the West Indies. This event marked the beginning of European exploration and colonization of the Americas.

CHAPTER II
THE EARLY YEARS OF THE COLONIES
The early years of the colonies were marked by struggle and hardship. The settlers faced a hostile environment and a lack of resources. Despite these challenges, they established a foothold in the New World and began to develop their own societies.

CHAPTER III
THE GROWTH OF THE COLONIES
The colonies grew rapidly in the 17th century. The population increased, and the economy diversified. The colonies began to assert their independence from England, leading to the American Revolution.

CHAPTER IV
THE AMERICAN REVOLUTION
The American Revolution was a war for independence from British rule. It began in 1775 and ended in 1783. The revolution resulted in the creation of the United States of America.

CHAPTER V
THE EARLY YEARS OF THE UNITED STATES
The early years of the United States were marked by the struggle to establish a stable government. The Constitution was drafted in 1787, and the new government was established in 1789.

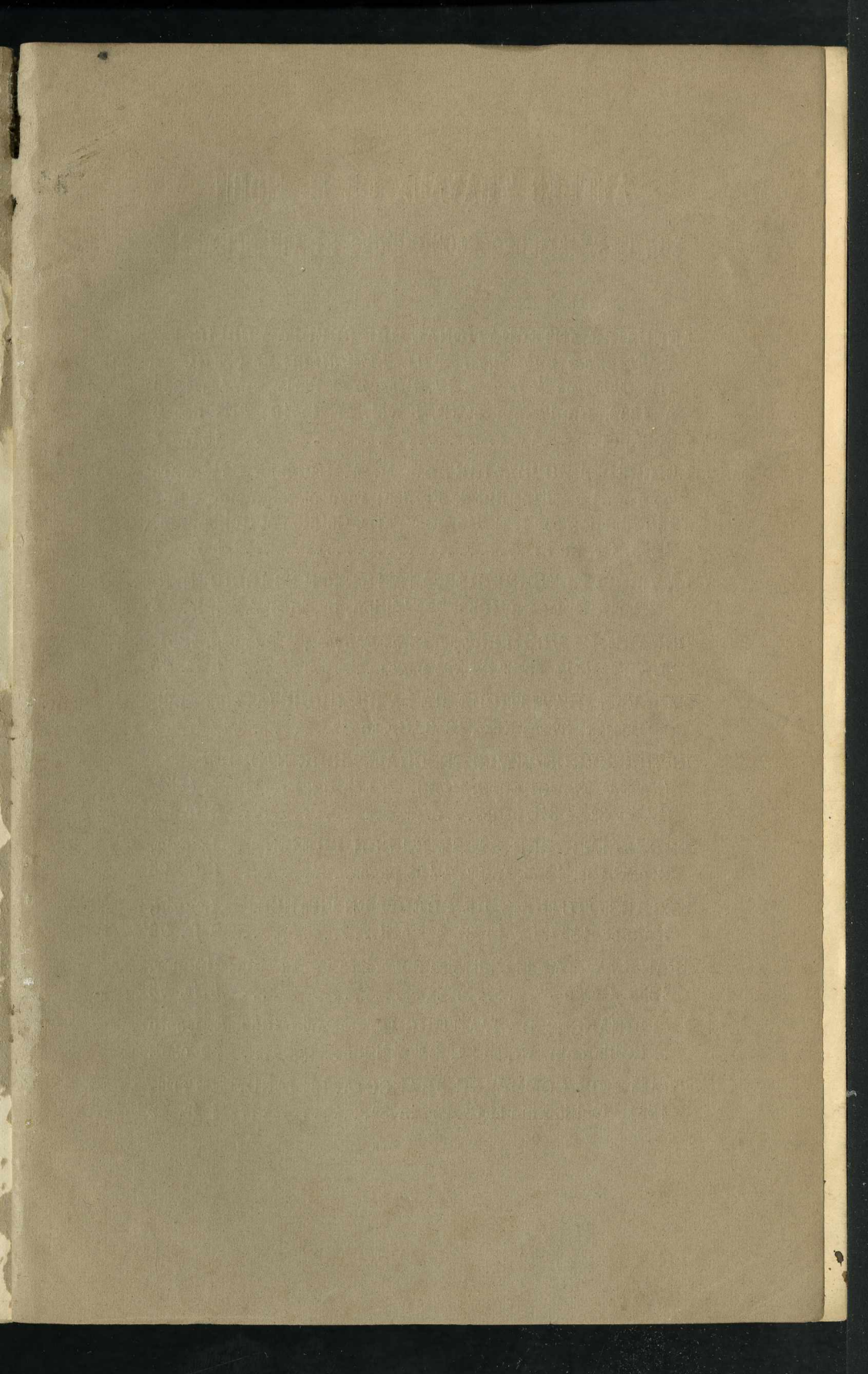
CHAPTER VI
THE GROWTH OF THE UNITED STATES
The United States grew rapidly in the 19th century. The population increased, and the economy diversified. The United States began to assert its independence from Europe, leading to the Civil War.

CHAPTER VII
THE CIVIL WAR
The Civil War was a war between the Northern and Southern states. It began in 1861 and ended in 1865. The war resulted in the preservation of the Union and the abolition of slavery.

CHAPTER VIII
THE RECONSTRUCTION PERIOD
The Reconstruction Period was a period of rebuilding the South after the Civil War. It lasted from 1865 to 1877. The period was marked by the struggle to establish a stable government in the South.

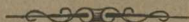
CHAPTER IX
THE GROWTH OF THE UNITED STATES
The United States grew rapidly in the 20th century. The population increased, and the economy diversified. The United States began to assert its independence from Europe, leading to the Cold War.

CHAPTER X
THE COLD WAR
The Cold War was a period of tension between the United States and the Soviet Union. It lasted from 1947 to 1991. The war resulted in the end of the Soviet Union and the emergence of a new world order.



AUTRES TRAVAUX DE M. HORN

SUR DES MATIÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.



- ANNUAIRE INTERNATIONAL DU CRÉDIT PUBLIC. —
I. *Finances publiques*. — II. *Institutions de crédit*. —
III. *Chemins de fer*. — IV. *Divers*. — Paris, années 1860
à 1862. Guillaumin et C^e. 3 vol. gr. in-18; Prix des 3
volumes 15 fr. »
- LE CRÉDIT POPULAIRE, par M. A. Batbie. — Mémoire
couronné par l'Institut de France; revu et augmenté d'une
introduction par J. E. Horn. — Paris, Cotillon et Guillaumin,
1863. Gr. in-18. 5 fr. »
- LA CRISE COTONNIÈRE ET LES TEXTILES INDIGÈNES.
— Paris, E. Dentu, 1863. 2^{me} édition, br. in-8^o. . . 1 fr. »
- UNGARN IM VORMÆRZ, d'après Fényes. — Leipzig, 1851.
F.-L. Herbig. In-8^o de 326 pages. 5 fr. 75
- TABLEAU STATISTIQUE DE LA BELGIQUE (en allemand).
— Dessau, frères Katz, 1853. Gr. in-4^o. 12 fr. »
- BEVOELKERUNGSWISSENSCHAFTLICHE STUDIEN
(*Études sur la population*). — Leipzig, Brockhaus, 1854.
Gr. in-8^o de 318 pages. 8 fr. »
- BRUXELLES, SON PASSÉ ET SON PRÉSENT. — Leipzig,
Brockhaus, 1855. In-8^o de 160 pages. 1 fr. 25
- LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN FRANCE. — Leipzig,
Hübner, 1857. Gr. in-8^o, 2^{me} édit. 2 fr. 75
- JEAN LAW, étude d'histoire financière. — Leipzig, Hübner,
1858. Gr. in-8^o. 5 fr. 75
- LES FINANCES DE L'AUTRICHE. — Paris, 1860, E. Dentu
et Guillaumin. Br. in-8^o, 2^{me} édition. 50 cent.
- TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND. — Paris,
1864, Guillaumin et C^e. Br. in-8^o. 1 fr. »

